



Conférence du PSE
«Les révolutions arabes : l'heure de la démocratie, de la liberté et du progrès a sonné !»
28-29 avril 2011, Tunis

Déclaration

Les participants à la Conférence PSE - FDTL « Les Révolutions Arabes : l'heure de la démocratie et du progrès a sonné ! » à Tunis ont été enthousiasmé par les événements aujourd'hui connus comme le Printemps Arabe. Nous nous réjouissons du sentiment d'espoir et de dignité qui est à l'origine de ce mouvement et nous tenons à rendre hommage aux nombreux sacrifices de ses protagonistes. **Ces révolutions sont les leurs, et c'est à eux que nous adressons nos félicitations, en particulier aux jeunes qui ont mené la marche.** Les événements qui secouent toute la région, depuis les rives occidentales de la Méditerranée jusqu'aux côtes orientales du Moyen-Orient et au sud de la péninsule arabe, sont d'une ampleur sans précédent et auront un impact considérable. **Les revendications des peuples, qui réclament une réforme démocratique et la justice sociale pour les générations futures, marquent un tournant dans l'histoire de la région. Depuis trop longtemps trop d'européens ont sous-estimé ces aspirations à la démocratie et au progrès social en donnant priorité à la stabilité avant la démocratie.**

La Tunisie et l'Égypte progressent sur la voie de la transition démocratique. Ces deux pays font figure d'exemple pour le reste de la région cependant il est nécessaire de rester extrêmement vigilant. **Il est crucial que cette transition soit un succès qui illustre la viabilité et la stabilité de la démocratie.** Nous suivrons de très près le déroulement des élections législatives tunisiennes, qui doivent avoir lieu en juillet 2011, ainsi que des élections en Égypte, prévues pour septembre 2011.

Tous les pays de la région doivent redoubler d'efforts pour assurer une véritable transition vers une démocratie pluraliste moderne. Nous soulignons le rôle important joué par les femmes dans le processus de réformes démocratiques et des progrès sociétal et supportons tous les efforts pour parvenir à l'égalité homme-femme dans toutes les sphères de la vie publique et privée. Nous devons encourager le renforcement des institutions afin d'assurer une bonne gouvernance et le respect de l'état de droit et des droits de l'homme. Les peuples de la région veulent une amélioration de leur situation et de leurs conditions de vie, pas seulement pour quelques privilégiés mais pour l'ensemble de la population.

Il est vital que les progressistes s'investissent activement dans la période précédant les élections démocratiques. **Nous devons veiller à ce que les institutions, la législation relative aux partis politiques et à leur financement et les garanties constitutionnelles soient établis sur des bases transparentes et crédibles.** Les forces d'opposition politique, les syndicats et la société civile ont un rôle essentiel à jouer à cet égard, pour garantir le caractère participatif et inclusif du processus de transition. **Une démocratie ne peut être forte que si elle repose sur des partis politiques forts.**



Nous encourageons les mouvements sociaux-démocrates et laïques à travailler en étroite collaboration pour préparer les prochaines élections, La division des forces progressistes pourrait mettre en danger de futurs succès électoraux. L'Unité des progressistes est la clef.

Nous rejetons avec force tout préjugé concernant l'incompatibilité de la démocratie avec les traditions islamiques, et nous avons pleinement confiance dans l'engagement renouvelé envers la tradition démocratique dans la région.

Nous, participants à la conférence, condamnons sans équivoque les actions du régime de Kadhafi en Libye, qui a perdu toute légitimité et demandons à ce régime obsolète de cesser immédiatement les hostilités et de rendre le pouvoir. Les auteurs de crimes contre l'humanité seront traduits en justice devant la Cour pénale internationale, conformément au droit international. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger et soutenir ceux qui en ont besoin.

Nous, participants à la conférence, demandons au régime syrien de mettre un terme aux brutalités commises à l'encontre des manifestants et des populations civiles.

Le Régime Yeméni doit mettre fin à l'usage de la force par les autorités pour réprimer les revendications démocratiques légitimes. Les autorités doivent respecter la liberté d'expression et de réunion et relâcher les représentants et activistes politiques. À cette fin, **nous demandons qu'il soit mis fin aux régimes dictatoriaux et qu'une transition rapide vers la démocratie soit organisée.**

Nous, participants à la conférence, constatons que, au **Maroc et en Jordanie**, l'ampleur des réformes mises en œuvre pour améliorer la qualité de vie demeurent à ce jour incertaines. **Un système politique moderne fondé sur l'équilibre des pouvoirs doit être mis en place.** Au Maroc, la libéralisation politique engagée grâce à l'action de la gauche dans les années 1990 s'est enlisée et n'a pas connu de traduction institutionnelle tangible. Nous suivrons de très près le déroulement du processus des réformes constitutionnelles au Maroc qui sont entamées depuis Mars 2011. **L'Algérie** doit, elle aussi, engager un réel processus de réformes afin de répondre aux besoins urgents des jeunes.

Nous, participants à la conférence, déplorons que les autorités du **Bahreïn** n'aient pas pris de mesures significatives en dépit des nombreuses protestations. Nous sommes très préoccupés par les élections locales qui doivent avoir lieu en septembre 2011 en **Arabie Saoudite**, auxquelles les femmes n'auront pas le droit de voter. Dans les autres États du Golfe, ainsi que dans d'autres pays de la région, **le Printemps arabe n'a débouché sur aucune avancée politique. Nous sommes néanmoins convaincus que le statu quo n'est plus tenable.**

De même, le conflit Israélo-Palestinien, qui a longtemps hypothéqué les perspectives de développement Euroméditerranéen, mérite une attention accrue notamment à la lumière des transformations démocratiques dans le monde arabe. Les socialistes européens demandent un engagement plus ferme de l'UE pour une solution juste, globale et respectueuse des valeurs de liberté, de tolérance et de démocratie. Nous soutenons l'accord de réconciliation palestinienne et demandons la reconnaissance du gouvernement d'unité nationale. Les participants soulignent l'importance de la reconnaissance d'un État palestinien, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale et le gel total des colonisations pour une relance du processus de paix.

Nous condamnons la répression en Iran, nous soutenons le mouvement pour la démocratie dans ce pays et demandons la libération des leaders de l'opposition MM. Moussavi et Karoubi et tous les prisonniers politiques.



Un nouveau partenariat euro-arabe et un nouveau partenariat euro-méditerranéen

L'Europe a commis des erreurs par le passé. Il est temps de repartir sur de nouvelles bases, dans un cadre plus large à la mesure des transformations, et de créer un nouveau **partenariat euro-méditerranéen, sur un pied d'égalité**. Après l'échec de l'Union pour la Méditerranée et les difficultés de la dernière phase du Processus de Barcelone et, **il est indispensable que l'UE engage un débat en profondeur** sur les moyens d'accompagner à court terme le passage à la démocratie et de renforcer les capacités politiques et le pluralisme, de consolider la démocratie et ses institutions. Il incombe également à l'UE de contribuer à l'amélioration de la situation sociale et économique des populations de la région.

L'Union européenne, en tant que force régionale, a un rôle fondamental à jouer. Elle doit prendre toutes les mesures nécessaires à la **mise en œuvre d'un programme d'urgence** afin d'aider les différents pays, le cas échéant. **L'Union européenne doit saisir cette occasion historique et apporter son aide à différents niveaux à tous les mouvements démocratiques émergents**. Elle peut apporter une contribution utile dans un certain nombre de domaines, dont le développement régional, les politiques d'investissement dans les régions les plus pauvres, la promotion de la société civile, le développement des médias et le soutien au système judiciaire et à l'exercice de la loi. L'ouverture des marchés européens, spécialement aux produits agricoles, doit être initiée rapidement. L'UE doit encourager la participation active des jeunes, qui sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans l'avenir de la région. Il n'existe pas de stabilité et de sécurité plus fortes et plus durables que celles établies par un système véritablement démocratique et par ses institutions.

Les accords d'association et les négociations sur le statut avancé sont au cœur même des relations entre l'UE et les pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Le statut avancé doit être octroyé aux pays qui ont progressé sur la voie des réformes institutionnelles et démocratiques. **Les régimes de visas spécifiques et la libre circulation en fonction des progrès accomplis dans les domaines démocratiques fondamentaux, ont toujours été un pilier des politiques de l'Union**. Ils doivent être encouragés dans le cadre d'un **nouveau partenariat Euro-méditerranéen**. Des efforts particuliers doivent être consacrés à l'attention des étudiants, en matière de visa et de bourses d'études.

L'Europe doit également engager un nouveau partenariat Euro-Arabe dans le cadre du suivi de ces événements majeurs.

Plan d'action et recommandations

Le Parti socialiste européen a un rôle fondamental à jouer par rapport à l'action de l'UE dans la région. Et, conformément à ses précédents engagements et déclarations, adopte le Plan d'action ci-après, en accord avec les participants à la conférence:

- 1) Maximiser l'impact des politiques progressistes dans la région par l'intermédiaire des institutions européennes, ainsi que dans ses relations bilatérales, en coordonnant les actions et initiatives avec le Groupe S&D au Parlement européen, la Fondation européenne d'études progressistes, le Forum Progressiste Mondial (GPF), le Forum européen pour la démocratie et la solidarité et les fondations progressistes nationales ;
- 2) Soutenir la création de partis et aider au renforcement des capacités politiques au travers de formations et du recrutement, en étroite collaboration avec les partis progressistes de la région ;
- 3) Prêter assistance, lorsqu'il y est invité, pour l'organisation d'élections, notamment en contribuant aux programmes des campagnes et aux stratégies politiques ;
- 4) Aider l'Union européenne à identifier des nouvelles stratégies pour gérer les flux migratoires causés par la situation exceptionnelle dans la plupart des pays de la côte sud de la mer Méditerranée. Prôner une approche commune, dans un esprit de



solidarité, dans le respect des droits fondamentaux et des accords internationaux et en utilisant tous les instruments dont dispose l'UE ;

- 5) Créer un groupe de travail composé de partis et de fondations ; créer un réseau regroupant les acteurs concernés des deux côtés de la Méditerranée.

Une vraie liberté, une vraie démocratie et des avancées durables

Toutes les forces et tous les mouvements démocratiques, quelles que soient leur couleur politique et leurs différences, sont investis d'une responsabilité unique depuis les récents événements en Méditerranée et au Moyen-Orient. La famille progressiste et laïque, des deux côtés de la Méditerranée, veut jeter les bases d'un réseau de forces politiques progressistes, composé aussi bien de personnalités que de citoyens. Nous partageons un même objectif : promouvoir dans toute la région nos valeurs universelles que sont la liberté, la paix, la justice sociale, l'égalité entre hommes et femmes, l'état de droit, l'abolition de la peine capitale et le respect des droits de l'homme.

Notre objectif commun est d'aider à la construction d'un nouvel avenir pour les acteurs du Printemps arabe. Oui à la démocratie, à la liberté et à la justice, mais celles-ci doivent s'accompagner d'un nouveau progrès social et économique pour tous les citoyens, pas seulement pour quelques privilégiés.

Le PSE et tous les progressistes d'Europe sont disposés à prêter main forte à tous les partis, syndicats et ONG progressistes de la région et à coopérer avec eux pendant les années à venir. Une nouvelle initiative du PSE est de faire le suivi de ce Plan d'action et des engagements pris par les participants à la Conférence sera organisé au printemps 2012.

